

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 mars 2013

SÉCURISATION DE L'EMPLOI - (N° 847)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 5337 (Rect)

présenté par

M. Robiliard, Mme Berger, Mme Rabault, M. Guillaume Bachelay, M. Guedj, M. Sebaoun, Mme Carrey-Conte, M. Gille, Mme Iborra, Mme Romagnan, M. Paul, M. Philippe Baumel, Mme Biémouret, Mme Bouziane, Mme Laurence Dumont, M. Ferrand, Mme Hélène Geoffroy, Mme Guittet, M. Hammadi, Mme Sommaruga, M. Thévenoud et les membres du groupe socialiste, républicain et citoyen

ARTICLE 13

Après l'alinéa 100, insérer l'alinéa suivant :

« 4° L'utilisation des sommes reçues par l'entreprise au titre du crédit d'impôt prévu à l'article 244 *quater* C du code général des impôts, au regard du rapport établi par les représentants du personnel au titre de l'article L. 2323-26-2. ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Dans le cadre de l'homologation du document unilatéral de l'employeur sur le projet de licenciement, cet amendement vise à permettre à l'administration d'apprécier le plan de sauvegarde de l'emploi au regard de l'utilisation des sommes reçues par l'entreprise au titre du CICE, en sus des critères déjà prévus par le projet de loi (moyens de l'entreprise, mesures d'accompagnement, efforts de formation).